Appel à contribution

Numéro 2 (2026) : Le droit pénal au service des politiques migratoires

Pour son deuxième numéro à paraître en septembre 2026, la revue DPPC lance un appel à contributions portant sur les usages du droit pénal à des fins de gestion migratoire, notamment en matière de répression (infractions et sanctions spécifiques). L'appel concerne également la réalisation d'une étude empirique, comparative, sur le prononcé et l'exécution de sanctions ou mesures à des fins d'expulsion.

Contexte et thématiques

Dans un contexte mondial de durcissement des politiques migratoires, on assiste à une imbrication croissante entre droit pénal et droit des étrangers. Ce phénomène, désigné par le terme de *crimmigration* (Stumpf, *The Crimmigration Crisis*, 2006), se réfère à l'extension des logiques répressives au domaine de la migration.

Cette criminalisation de la mobilité des personnes étrangères se manifeste d'abord par la création d'infractions spécifiques qui incriminent l'entrée ou le séjour irréguliers, le franchissement illégal de frontière, le non-respect de mesures d'éloignement, le travail sans autorisation ou encore l'aide aux migrants. A cela s'ajoute parfois un durcissement des sanctions, avec des peines plus sévères et des mesures de restriction de la liberté ou l'expulsion. Cette dynamique affecte aussi les procédures (pénales) administratives, en particulier avec la mise en place de procédures accélérées, la restriction du droit d'être entendu et le recours systématique à des instruments coercitifs similaires à ceux à disposition des autorités pénales (telles que la surveillance et le profilage, la détention préventive ou l'expulsion administrative).

La *crimmigration* ne relève pas uniquement de politiques nationales et s'inscrit dans une dynamique géopolitique globale. En tant que phénomène transnational, elle est motivée par des intérêts sécuritaires, diplomatiques et économiques, souvent au détriment des droits fondamentaux. Dans certains pays, elle transforme les frontières en zones de non-droit et confère aux États un pouvoir discrétionnaire croissant sur la mobilité humaine.

- En **Amérique latine**, les politiques migratoires des États-Unis ont contribué à déplacer la frontière pénale vers le Sud. Des pays comme le Mexique, le Guatemala ou la Colombie jouent aujourd'hui un rôle de garde-frontière délégué, mettant en œuvre des pratiques de détention, d'expulsion et de filtrage des flux migratoires en amont du territoire nord-américain. Ces pratiques sont souvent en tension avec les garanties prévues par les constitutions nationales ou les cours suprêmes locales, comme l'ont souligné plusieurs analyses du CELS, de l'IFRI, ou encore de la Cour suprême du Mexique.
- En **Europe**, le Pacte européen sur la migration et l'asile (2024) entérine des dispositifs déjà largement en place : procédures accélérées, détention systématique aux frontières, refoulements vers des pays tiers considérés comme « sûrs » mais ne respectant pas toujours les droits fondamentaux. Des zones comme Calais, Lampedusa ou les Balkans fonctionnent de fait comme des espaces d'exception, où les garanties procédurales sont suspendues, voire inexistantes.
- En **Espagne**, cette logique de délégation pénale s'observe dans les accords bilatéraux avec le Maroc pour le contrôle des frontières sud, qui aboutissent à des pratiques de refoulement collectif dénoncées par la Cour européenne des droits de l'homme (ND et NT c. Espagne, 2020). La Ley

de Extranjería, en vigueur depuis les années 2000, a institutionnalisé la confusion entre irrégularité administrative et infraction pénale, facilitant des expulsions expéditives sans recours effectif.

- En **Suisse**, bien qu'en dehors de l'Union européenne, les politiques migratoires s'alignent sur les logiques européennes de dissuasion et de répression. L'adoption de l'initiative sur le renvoi des criminels étrangers (2010) a renforcé l'automatisme des expulsions, même pour des infractions de gravité limitée.

Appel à contributions :

Les propositions peuvent s'inscrire dans deux axes principaux :

1. Rédaction d'un article sur l'évolution du droit pénal dans le contexte migratoire, par exemple :

- Les origines et évolutions historiques du phénomène dans différents contextes nationaux et régionaux (Europe, Amérique latine, Afrique, etc.).
- Les fondements criminologiques de la crimmigration : peines symboliques, fonctions dissuasives, logiques de *moral panic* ou de contrôle social.
- La création d'infractions spécifiques liées à la condition d'étranger.
- La criminalisation de la solidarité : poursuites à l'encontre d'acteurs humanitaires ou de soutien aux migrants.
- Les procédures pénales dérogatoires appliquées aux personnes étrangères (absence de défense effective, jugement en comparution immédiate, usage abusif de la détention préventive).
- Les violences et autres atteintes aux droits fondamentaux subies notamment par les personnes vulnérables (enfants, femmes, personnes LGBTQIA+, etc.) détenues à des fins d'expulsion : agressions sexuelles ou manque de protection contre de tels actes, fouilles humiliantes, absence de reconnaissance des persécutions liées au genre ou à l'orientation sexuelle dans les procédures d'asile
- Les discriminations pénales : profilage ethnique, disparités dans les condamnations ou mesures d'éloignement.

2. Participation à une étude collective et comparative sur la détention administrative et l'expulsion

Cet axe vise à analyser les différences et convergences entre la détention administrative (rétention en centre pour étrangers) et la détention pénale (prisons ou centres de détention) dans divers systèmes juridiques européens, latino-américains et ailleurs dans le monde.

Les études régionales doivent porter sur :

- Des statistiques officielles.
- Les cadres législatifs nationaux encadrant la détention en vue d'une expulsion (durée, motifs, garanties procédurales), avec un regard particulier sur la protection des personnes vulnérables.
- Les enjeux constitutionnels et les décisions jurisprudentielles pertinentes.
- Une étude sur les conditions d'exécution de la détention administrative à des fins d'expulsion.

Les contributions doivent intégrer une petite étude de terrain (visite d'un ou plusieurs centres, entretiens, etc.).

Mise en contexte obligatoire

Chaque contribution doit brièvement introduire le contexte relatif au(x) pays/région(s) analysé(s).

Format et style des contributions

Les auteurs doivent se référer aux **directives et modèle à disposition** sur le site www.dppc.online. Les contributions peuvent être rédigées en français, en espagnol ou en anglais (une traduction de la contribution originale peut être transmise afin d'être publiée en ligne).

Contributions individuelles (thématiques générales)

- Au moins 10'000 caractères (espaces compris) et au maximum 80'000 caractères (environ 20 à 25 pages A4). Toute exception doit être justifiée par un intérêt scientifique.
- Les propositions doivent être originales et ne pas avoir été publiées auparavant. L'adaptation ou l'actualisation (digne d'intérêt) d'une contribution est possible pour autant qu'elle s'écarte suffisamment de l'original.

Participation à l'étude collective

- Au moins 15'000 à 25'000 caractères « espaces compris » (ou 5 à 12 pages au maximum).
- L'étude doit se référer strictement aux points susmentionnés.

Soumission des propositions

- Les propositions doivent inclure un titre, un résumé de 250 à 500 mots, et les informations de contact des auteurs et autrices.
- Envoyez vos propositions à submit@dppc.online.
- La date limite de soumission des propositions est fixée au **15 septembre 2026**.

Processus de révision et de publication

- Le manuscrit complet devra être soumis avant le **30 mars 2026**.
- Les manuscrits feront l'objet d'une évaluation par des pairs (**avril 2026**).
- Corrections – mises à jour (**mai 2026**)
- Travail d'édition et de mise en ligne (**juin – août 2026**)
- Toutes les contributions **seront publiées en accès libre** sur le site www.dppc.online (au format HTML) et dans une version numérique (PDF) en **septembre 2026**.

Nous encourageons vivement les contributions provenant d'une diversité de perspectives et de disciplines afin d'enrichir le débat et la compréhension des enjeux juridique, politiques et sociaux. Vos travaux contribueront de manière significative à une meilleure compréhension de ces problématiques évolutives et en expansion.

L'équipe éditoriale